

<https://www.attac93sud.fr/spip.php?article1485>



Urgence climatique : que pouvons nous faire localement ?

- Comité local 93 sud - Ateliers-Débats-Manifestations -



Date de mise en ligne : dimanche 15 septembre 2019

Copyright © ATTAC 93 sud - Tous droits réservés

Rencontre/débat
le 19 septembre à 19h30
Salle résistance
50 avenue de la Résistance
93100 Montreuil

**LA PLANÈTE EST EN DANGER !
LA SURVIE DE LA BIODIVERSITÉ
N'EST PAS NÉGOCIABLE !**

Les moyens d'action existent...

**Débattons-en ensemble le 19 septembre 2019
à partir de 19 h 30**

**Salle Résistance
50, av. de la Résistance
93100 Montreuil
M° Croix de Chevaux**

À l'appel d'ATTAC 93 Sud
et
d'Extinction Rebellion Montreuil



Ne pas jeter sur la voie publique

**L'Amazonie brûle... Le poumon de la Terre suffoque
Les profits flambent**

La faute au soja ?
Brûler la forêt pour planter du soja ? Ce dernier est en effet le principal produit de l'agriculture brésilienne exporté vers l'Union européenne et la Chine, pyromanes par procuration. Transgénique à 95 %, le soja vient nourrir notre bétail dans des élevages industriels et productivistes hors prairies, ou s'incorpore à toutes sortes de produits trouvés dans nos caddies. La viande issue des élevages brésiliens est, quant à elle, très peu destinée aux marchés européens. Macron le reconnaît lui-même, « sur le soja, on a une part de responsabilité ». 3,5 millions de tonnes sont en effet importées chaque année. Sans compter que l'Union européenne et la France sont aussi de gros importateurs de pâte à papier, d'éthanol (30 % produits au Brésil) et de minerais de fer. Toutes des productions liées aux défrichements et dégradations des forêts et des terres au Brésil.

Macron écolo ?
La volte-face de Macron (alors que l'accord Union européenne-Mercosur est déjà négocié) est un nouvel « enfumage », une manœuvre destinée à l'opinion publique française, et peu prometteuse de résultats tangibles. En effet, le président doit faire face, d'une part, aux critiques et mobilisations du monde agricole contre les accords Mercosur et Ceta, et, d'autre part, à une majorité parlementaire divisée. Pourquoi ne pas tenter alors de faire une distinction entre le « mauvais Mercosur » et le « bon Ceta » ? Les aveux les plus doux nous viennent de la secrétaire d'État rattachée au ministère de la Transition écologique, Emmanuelle Wargion : « La transition écologique est compatible avec le libre-échange ». Ouf ! La libéralisation des marchés est saine et sauve, les profits sont préservés.

Droit dans le mur ?
En signant (probablement) le traité commercial UE-Mercosur, l'Union européenne trahit les objectifs environnementaux qu'elle prétend défendre : en favorisant le déboisement de l'Amazonie, on remet en cause les circuits commerciaux courts, en menaçant la survie des petits producteurs, l'UE se prépare à signer un traité sur mesure pour les multinationales et les entreprises agroalimentaires, qui couvrent la destruction de l'Amazonie et mettent en danger la survie des communautés indigènes, véritables propriétaires du territoire. Notre planète est dans une phase d'urgence climatique, conséquence directe d'un modèle de production et de consommation effrénées qui menace notre survie et celle des populations les plus pauvres et les plus vulnérables. Si nous refusons d'aller « droit dans le mur », nous nous devons de condamner sans ambiguïté ce modèle.

Pourquoi pas, ici, à Montreuil, commencer par regarder ce que nous avons dans nos caddies et nos assiettes ?

